



Le Président du Faso salue l'initiative de la VITHRO

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du jeudi 4 mai 2017
7 Jrs/7

N°379

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 19.

Sortie du MATD :
La région du nord première escale

Page 4



UAS: message à l'occasion du premier mai 2017

Page 6



Burkina/Union européenne : Revue d'une coopération fructueuse

Page 2



Autorisation officielle n° 1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Affaire dite! Inoussa KANAZOE du REN-LAC

SOCIÉTÉ

Burkina/Union européenne : Revue d'une coopération fructueuse

Région du Centre



Le ministre burkinabè en charge des affaires étrangères, Alpha Barry a salué l'efficacité et la qualité de partenariat entre le Burkina et l'Union européenne.

Le Burkina et l'Union Européenne examinent leurs relations à travers plusieurs domaines de coopération. Ce mardi 2 mai 2017, la salle de conférence du Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a abrité la 11^{ème} session du dialogue politique Burkina Faso – Union Européenne. Cette session se tient conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord de partenariat ACP-Union Européenne signé le 23

juin 2000 à Cotonou.

Les participants à cette 11^{ème} session

Le Burkina et l'Union européenne font le point de leur coopération à Ouagadougou. Réuni dans le cadre de la 11^{ème} session du dialogue politique entre les deux parties, burkinabè et européens ont échangé leurs vues sur divers sujets d'intérêt commun. Les échanges ont essentiellement porté sur la situation sécuritaire au Burkina et dans la sous-région. Les questions de diplomatie, d'échanges commerciaux entre le Burkina et

l'Union européenne mais aussi les préoccupations liées à la mise en œuvre du PNDES, à la justice et la réconciliation et aux réformes constitutionnelles. Acteurs de la diplomatie et de la gouvernance démocratique du Burkina et ambassadeurs du groupe de l'Union européenne mettent à profit cet exercice traditionnel pour apprécier la situation socio politique et économique de leurs espaces respectifs.

Jean Lamy, chef de délégation de l'Union européenne « cette réunion

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

doit porter sur la gouvernance, sur les droits de l'Homme, sur la démocratie, sur les stratégies de coopération respective »

Les deux délégations se sont félicitées de la tenue régulière de ce cadre de concertation périodique entre le Burkina Faso et l'Union Européenne, dont la 11^{ème} session se tient dans un contexte sécuritaire marquée par le terrorisme au Burkina et dans la sous-région. Elles ont appelé au renforcement du dialogue et de la coopération dans tous les domaines prioritaires retenus de commun accord.

Jean Lamy, Chef de la délégation de l'UE

Le ministre burkinabè en charge des affaires étrangères, Alpha Barry a salué l'efficacité et la qualité de partenariat entre le Burkina et l'Union européenne. Il indique par ailleurs que d'énormes efforts sont fournis au quotidien par les acteurs de la gouvernance politique pour l'instauration d'un véritable état de droit au Burkina.

« Nous nous réjouissons des nombreuses visites des délégations de l'Union européenne dans notre pays, vous avez traduit votre confiance par un niveau d'engagement sans précédent pour le financement de l'économie nationale », a indiqué le ministre Barry.

Les deux parties affichent l'ambition de voir cette rencontre dégager de nouvelles pistes pour relever les défis qui leur sont communs et consolider



Les participants à cette 11^{ème} session.



Jean Lamy, Chef de la délégation de l'UE.

les bases de leur coopération. échanges dans la perspective du renforcement de la coopération.

La partie Burkinabè a exprimé sa profonde reconnaissance à l'Union européenne pour ses soutiens multiformes et a exprimé sa totale disponibilité à poursuivre les

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

Sortie du MATD : La région du nord première escale

Région du Nord



Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation Siméon Sawadogo a initié une tournée, à la rencontre des services décentralisés de son ministère.

Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation Siméon Sawadogo a initié une tournée, à la rencontre des services décentralisés de son ministère. La région du Nord a eu le privilège d'accueillir la première sortie ce jeudi 20 Avril 2017. Le ministre était accompagné d'une forte délégation. Cette tournée vise à toucher du doigt les réalités que vivent ses administrés.

À cette cérémonie, c'est Mr le

gouverneur de la région qui a pris la parole pour saluer la délégation ministérielle. Il a présenté son territoire administratif qui compte quatre provinces, trente-un départements dont les limites se superposent entre les trente et une (31) communes avec neuf cent dix (910) villages.

Pour le ministre Siméon Sawadogo, après de nombreuses attaques dont la nation a été victime, il était de son devoir de sortir sur le terrain pour encourager les différents chefs de circonscriptions administratives. Il les a invités au bon sens dans

leurs tâches administratives, dans les livraisons d'actes civils, les agréments des structures associatives. « Il faut chaque fois bien connaître à qui on livre un acte de naissance, comprendre les activités que veulent mener les associations avant de leur délivrer un quelconque document.

Il a recommandé que les différents chefs de circonscriptions administratives aient de bons rapports, qu'ils se fréquentent cordialement et que les administrés sentent

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

cette complicité. Il les a invités tenir des actes de redevabilité vis-à-vis des populations de leurs circonscriptions administratives respectives.

Les différents chefs de circonscriptions ont, à travers leur porte-parole, formulé plusieurs doléances et posé plusieurs questions qui ont porté essentiellement sur les budgets alloués aux provinces estimés à 10 millions. Les provinces n'ayant pas les mêmes superficies mais bénéficient les mêmes montants. Aussi, il a été demandé que des gardes soient mises devant certaines résidences, de revoir les matériels roulants, l'équipement des résidences des préfets et hauts commissaires qui ne présentent pas de bonne physionomie pour être un local de l'État abritant son premier représentant.

Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation Siméon Sawadogo a dit prendre note et agira de concert avec le gouvernement quant à la satisfaction des certaines des doléances citées de mêmes que les contenus des mémorandums.

Siméon Sawadogo a enfin invité les préfets et hauts commissaires à ne pas se laisser séduire par les vents de grèves récurrentes dans le pays.

Omar Clément Ouédraogo pour SC Info



Le ministre Siméon Sawadogo s'adressant aux autorités communales, départementales et provinciales.



Les maires, préfets et hauts commissaires à la rencontre.

UAS: message à l'occasion du premier mai 2017

Région du Centre



Avant toute chose nous vous remercions d'être venus ce matin pour la commémoration du cent trente unième anniversaire de la lutte héroïque des ouvriers de Chicago.

Camarades militantes
et militants,
Camarades travailleuses
et travailleurs des
secteurs public, parapublic,
privé et informel Burkinabè,
Camarades élèves et étudiants,
Chers invités,

Avant toute chose nous vous remercions d'être venus ce matin pour la commémoration du cent trente unième anniversaire de la lutte héroïque des ouvriers de Chicago. Merci pour cette mobilisation, expression de votre

engagement à défendre la cause des travailleurs, votre cause.

Camarades militantes et militants,
Camarades travailleuses
et travailleurs,

En rappel, la commémoration du 1er mai qui nous réunit ce matin est un hommage à ceux qui ont consenti des sacrifices énormes sur le terrain de la lutte syndicale, lutte dont nous, travailleurs du XXIe siècle, profitons encore des fruits. A ces devanciers morts pour la

cause des travailleurs, à la mémoire de nos camarades décédés depuis le 1er mai 1886, aux victimes des différentes attaques terroristes, observons une minute de silence.

Cette célébration du 1er mai nous offre l'occasion de faire un tour d'horizon de la situation internationale et nationale, d'examiner les conditions des travailleurs et de tracer des perspectives.

I. Situation internationale

La suite à la page 7

SOCIÉTÉ

La suite de la page 6

La situation internationale reste marquée par la crise généralisée du système capitaliste impérialiste mondial qui s'est davantage approfondie, exacerbant les contradictions fondamentales de notre époque. Cette crise se manifeste notamment par les traits marquants suivants:

□ Le développement des luttes inter-impérialistes pour le repartage du monde. A cet effet, les puissances impérialistes et leurs alliés fomentent des guerres dont des guerres civiles réactionnaires dans le seul but de soumettre les pays à leurs diktats afin de piller impunément les richesses des peuples : Irak, Afghanistan, Syrie, Lybie, Yémen, Mali, Soudan, RDC, etc. ;

□ Dans leurs luttes, les différentes puissances n'hésitent pas à utiliser des armes chimiques ou de destruction massive, ou encore des organisations terroristes et autres trafics sans considération des conventions et autres interdictions signées sous les auspices de l'ONU. Dans ce sens, la plupart des puissances assument une responsabilité dans le développement actuel du terrorisme dans le monde et des trafics en tous genres (faux médicaments, drogues, armes, blanchiment d'argent, ...)

□ La volonté de la bourgeoisie impérialiste mondiale de faire payer aux peuples les conséquences de sa crise, ne cherchant que son profit et ce, aux dépens du bien-être de la classe ouvrière et des peuples du monde.

□ Cette politique criminelle est l'œuvre de tous les partis politiques



Cette crise se manifeste notamment par les traits marquants suivants:

□ Le développement des luttes inter-impérialistes pour le repartage du monde.

bourgeois, de droite comme de gauche (les partis dits socialistes) qui, par leur faillite totale créent un terrain favorable à la naissance et à la montée en puissance de partis racistes et xénophobes dans les pays développés. Les récents résultats des élections en France, ... la montée des partis d'extrême-droite dans nombre de pays européens (Allemagne, Hongrie, Ukraine, Danemark, Pays-Bas, France, ...), la surprenante victoire de Donald TRUMP aux Etats-Unis avec ses thèses protectionnistes et anti-migrants sont symptomatiques de l'échec des partis bourgeois qui, de ce fait, sont comptables de la précarité dans laquelle vivent les peuples.

□ La classe ouvrière et les peuples, tant dans les métropoles impérialistes que dans les pays dépendants s'élèvent

courageusement contre la misère, l'exclusion sociale et économique, la vie chère, la remise en cause de leurs droits démocratiques et sociaux.

II. Situation africaine

L'Afrique, du fait des immenses richesses dont elle recèle, est un des terrains privilégiés des affrontements entre les puissances impérialistes rejointes par les pays émergents. On y assiste au retour des guerres de rapine et à l'installation de bases militaires à l'image des bases militaires françaises et américaines, de centres d'écoute, d'espionnage et de drones sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamiste au Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, etc. La concentration de moyens

La suite à la page 8

SOCIÉTÉ

La suite de la page 7

de guerre de la part de ces puissances se fait sous prétexte de la lutte contre le terrorisme qui sévit dans la bande sahélo-saharienne avec des organisations telles que Al Mourabitoune, l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (ex- Boko haram), le Front de Libération du Macina, ... En réalité, la lutte contre le terrorisme n'est ici qu'un subterfuge des puissances impérialistes, France et USA notamment, pour sauvegarder ou conquérir des positions géopolitiques et géostratégiques dans les pays de la bande Sahélo-Saharienne afin d'y renforcer leur domination. Dans leurs manœuvres criminelles, ces puissances impérialistes s'appuient sur la bourgeoisie réactionnaire des pays concernés avec des régimes dictatoriaux et corrompus animés par des dirigeants qui font tout pour se pérenniser au pouvoir. Il en résulte que les populations laborieuses vivent dans une grande misère sociale; misère que fuient tant de jeunes à la recherche d'un mieux-être hypothétique ailleurs notamment en Europe, au risque des souffrances de toutes sortes et de la mort en mer ou dans le désert qui jalonnent le chemin de l'émigration. Les peuples africains en dépit des conditions difficiles (corruption, insécurité liée notamment aux attaques terroristes, mal gouvernance etc.) mènent des luttes parfois héroïques. Le monde syndical est resté en ébullition tout au long de 2016 et en ce début d'année 2017 avec des luttes de travailleurs notamment de la santé et de l'éducation au Gabon ,en Guinée ,au Togo ,au Kenya en Côte

d'Ivoire, au MALI, etc., amenant les pouvoirs en place à recourir à des mesures liberticides et anti syndicales (emprisonnement des leaders syndicaux au Kenya, menaces de licenciement et interdiction d'organisation syndicale au Gabon...)

Situation nationale

La situation nationale reste marquée par l'approfondissement de la crise sociopolitique que connaît notre pays, crise qui se manifeste à travers un certain nombre d'évènements.

Après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et la résistance héroïque du peuple au putsch du 16 septembre 2015, force est de constater que l'aspiration à un changement radical en faveur du peuple a été trahi par les autorités de la transition et par les « nouveaux anciens dirigeants » du MPP et leurs alliés.

La déception des populations touche essentiellement à l'impunité dont continuent de bénéficier les auteurs de crimes de sang et de crimes économiques, à la vie chère, à la sécurité, à la gouvernance et à la mise en œuvre des engagements.

En effet :
 - Concernant les crimes de sang et les crimes économiques, on note que les gros dossiers de détournements de fonds, de

passes-droits, de corruption, de détournements de parcelles révélés par différents rapports et audits, sont restés presque tous en l'état. Ainsi, les prédateurs et autres pilleurs des richesses de notre peuple, les auteurs et commanditaires de crimes, y compris ceux commis pendant l'insurrection et la résistance au putsch, se la coulent douce tant au pays qu'à l'étranger. Malgré l'ampleur des pillages opérés par les dignitaires du pouvoir COMPAORE et de la transition, aucune saisie de bien n'a été effectuée. Mieux, on a assisté à des élargissements de ceux qui avaient été arrêtés et détenus, à des levées de mandat d'arrêts. Pour tenter de cacher ses manœuvres, sa complaisance, voire sa complicité, le pouvoir se réfugie derrière l'« indépendance de la justice » ;
 - A propos de la vie chère, on observe, particulièrement ces derniers mois, un renchérissement du coût de la vie avec l'augmentation des prix des produits de première nécessité tels que le sucre, le pain, l'huile, ... Face aux protestations des consommateurs, le gouvernement a annoncé la fixation de prix planchers, de même que le retour du pain de 130F. Cependant, la réalité sur le terrain est tout autre.
 - Au plan sécuritaire, on assiste à une gestion approximative sinon à des tâtonnements dans la gestion de la question de la sécurité, aussi bien concernant le développement du grand banditisme que les attaques terroristes au nord du pays. Certes, l'opération « Panga », menée du 27 mars au 10 avril 2017, a permis de rétablir une certaine sérénité dans le Nord

La suite à la page 9

SOCIÉTÉ

La suite de la page 8

du pays, mais les nombreuses attaques subies auparavant auront révélé les limites de la réactivité de nos forces armées ;

→ Au plan de la gouvernance, les changements auxquels s'attendait le peuple insurgé se font toujours attendre, aussi bien dans la gestion des hommes que dans celle des ressources. A preuve, les députés continuent à se distribuer leurs millions auxquels se sont ajoutées des tablettes. Des nominations de complaisance continuent de se faire. Les récents mouvements à la police, fondés sur une exigence simple de transparence et de justice dans la gestion des services payés et la réaction des autorités témoignent de la persistance de la politique de mal gouvernance et d'impunité.

→ A propos des engagements, il est constant que depuis quelques années, les gouvernements qui se sont succédé à la tête de l'Etat se sont peu souciés de mettre en œuvre les engagements pris envers les organisations syndicales. En réalité, le dialogue social tant prôné par le gouvernement apparaît comme un marché de dupes de sorte que les travailleurs en particulier, les populations en général, se fient de moins en moins aux engagements et autres promesses du gouvernement.

**Camarades
et**

**militantes
militants,**

L'année 2016 et ce début de l'année 2017 sont marqués par de multiples luttes, des populations en général et des travailleurs en particulier.

Qu'est-ce qui peut expliquer ce que certains appellent une explosion des luttes syndicales ?

D'abord, c'est la réalité des préoccupations soulevées. Il s'est presque toujours agi de problèmes vécus par les populations ou les travailleurs, portés à la connaissance des autorités sans obtenir une réaction positive de celles-ci.

Ensuite, ces luttes ont été et sont fortement favorisées par l'esprit de l'insurrection. Les brimades longtemps subies et qui ont contribué à nourrir l'insurrection donnent un relief particulier au « plus rien ne sera comme avant » qui n'est pas seulement un slogan mais aussi et surtout un nouvel état d'esprit des couches fondamentales.

Enfin, il convient de rappeler les nombreux engagements non tenus par les autorités, depuis le pouvoir COMPAORE jusqu'au pouvoir actuel, en passant par la transition.

C'est l'ensemble de ces facteurs qui justifient les luttes engagées par les travailleurs de divers secteurs d'activités : greffiers, magistrats, gardes de sécurité pénitentiaire, informaticiens, travailleurs des télécommunications, enseignants, personnel de santé, secrétaires, agents des péages, chauffeurs routiers, agents des finances, agents des collectivités territoriales, h bagents des impôts, encadreurs pédagogiques,

agents du Trésor, etc.)

Les autres couches populaires ne sont pas en reste. A preuve, les nombreuses luttes engagées par les populations dans les villes et dans les régions, autour de leurs préoccupations relatives aux infrastructures, à la confiscation de leurs terres, à la sécurité, à l'environnement, etc.

Face à ces luttes, le pouvoir, a généralement fait preuve d'attentisme, ne consentant à engager les négociations que quand la grève est déclenchée et produit ses effets. Certes, on peut se réjouir que certaines des négociations aient abouti à des protocoles d'accord ; cependant, dans beaucoup de cas, il a usé ou tenté d'user du dilatoire, de menaces, de la répression contre les travailleurs en lutte.

Ces derniers temps, ce sont le chef du gouvernement, M. Paul Kaba TIEBA et le Président de l'Assemblée Nationale, M. Salifou DIALLO qui sont montés au créneau pour accuser le mouvement syndical d'être manipulé, de manquer de patriotisme, de ne pas prendre en compte la faiblesse des ressources du pays, et les autres couches de la population. Comme nous l'avons indiqué dans notre réponse au Premier Ministre, l'évocation du ratio masse salariale/ressources propres pour dire que la masse salariale absorbe plus de 50% des ressources propres n'est pas recevable car ce sont plusieurs centaines de milliards de francs,

La suite à la page 10

SOCIÉTÉ

La suite de la page 9

objets de dissipation ou de fraude, qui attendent d'être recouverts au profit du budget de l'Etat!

**Camarades
et
Camarades
et**

**militantes
militants,
travailleuses
travailleurs,**

L'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et la résistance victorieuse au putsch, au prix d'énormes sacrifices, ont produit des acquis importants qui font l'objet de tentatives de remise en cause. Il s'agit entre autres de la liberté d'expression, de manifestation, d'organisation.

Au plan économique et social, la situation est difficile pour les différents acteurs, de même que pour les différentes couches populaires : morosité du marché, chômage, conditions de vie, d'études et de travail difficiles, difficultés d'accès à l'éducation et à la santé, ...

Au niveau syndical, après les attaques contre le mouvement syndical, le pouvoir, à travers l'Assemblée nationale, a entrepris de saccager le droit de grève à travers un projet de loi qui nous a été transmis le 21 avril 2017. Les dispositions contenues dans ce projet, en faisant fi des conventions du BIT qui protègent ce droit fondamental des travailleurs, visent à vider le droit de grève de son contenu.

A cela, il convient d'ajouter la

situation difficile et inique que vivent les travailleurs du privé, ce qui s'illustre notamment par :

- la récurrence des atteintes à la liberté syndicale notamment dans le privé avec un mépris de plus en plus affiché des employeurs vis-à-vis de la législation du travail et des inspecteurs et contrôleurs du travail,
- la prise en otage de la Commission Mixte Paritaire de Négociations Salariales du Secteur Privé par le patronat qui lèse profondément les travailleurs du privé, dont bon nombre souffrent déjà de bas salaires et d'absence de protection sociale. Pour mémoire, les dernières augmentations opérées dans le privé datent de 2012 !
- l'exploitation à outrance par le patronat privé des dispositions anti-travailleurs du Code du Travail (renouvellement indéfini des contrats de travail à durée déterminée, recours aux agences de placement, plafonnement des dommages et intérêts pour licenciement abusif, ...)

Face à cette situation d'ensemble, des défis importants se présentent au mouvement syndical. Il s'agit de la défense ferme de la liberté syndicale (dont le droit de grève), de la lutte contre l'impunité, de la lutte pour la mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement tant au niveau national qu'à celui sectoriel (relecture du Code du Travail, de la loi 033, la prise en compte des indemnités et autres accessoires dans le calcul de la pension des fonctionnaires, la réouverture des gares ferroviaires, exécution des protocoles d'accord, ...).

Pour relever ces défis, seule notre mobilisation pourra nous permettre de préserver nos acquis et de les élargir. D'où la nécessité de renforcer nos différentes structures, de développer la solidarité et l'unité d'action à la base. Dans ce sens, les secrétaires généraux vous invitent à tenir des Assemblées générales au niveau des entreprises, des services, des sections et sous-sections, de même qu'au niveau des structures régionales en vue de sensibiliser et de mobiliser les travailleurs dans la perspective des mots d'ordre que viendrait à lancer l'UAS.

**Camarades
et
Camarades
et**

**militantes
militants,
travailleuses
travailleurs,**

En terminant notre message, nous exprimons, au nom des travailleurs du Burkina, et dans le cadre de la nécessaire solidarité internationaliste, à tous les travailleurs en lutte en Afrique et dans le monde notre soutien et tous nos encouragements.

**VIVE LE PREMIER MAI !
VIVE LA SOLIDARITE
ENTRE LES TRAVAILLEURS !
VIVE L'UNITE
D'ACTION SYNDICALE !**

Affaire dite! Inoussa KANAZOE du REN-LAC

Région du Centre



Le 19 avril 2017, M. Inoussa KANAZOE, PDG du groupe Kanis International et de l'entreprise CIMFASO, a été arrêté avec certains de ses collaborateurs dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée à leur rencontre pour, entre autres, «faux et usage de faux en écriture de commerce», «fraude fiscale», «usage frauduleux de numéro IFU», «tromperie du consommateur», «abus de confiance aggravée», «blanchiment des capitaux», selon Mme le Procureur du Faso près le TGI/Ouagadougou.

Cette arrestation intervient à la suite d'une cascade de révélations de scandales faites par la presse, qui impliqueraient gravement et au

premier chef, M. Inoussa KANAZOE. Dans le cadre du traitement du dossier, des tentatives de corruption et des pressions diverses ont été alléguées. Dans la parution n° 128 du 25 mars 2017 du bimensuel Courrier Confidentiel, le journaliste investigateur par qui l'affaire a été portée sur la place publique, a confié avoir subi d'énormes pressions, afin de le contraindre à renoncer à la publication de «l'Acte 2» de son article. Il poursuit en livrant la teneur des échanges entre lui et un émissaire du Directeur Général de CIMFASO, M. Inoussa KABORE. «Essaie de voir si tu peux surseoir à l'Acte 2. On va se voir après», lui aurait lancé ledit émissaire qui ne tardera pas à lui préciser ceci : «il faut qu'on te soutienne (...). Tu sais, cher ami, ce n'est pas pour rien que certains journaux ont fermé

(...). Mais on va voir pour arranger tout ça; si tu as ça régulièrement, c'est pas beaucoup, mais ça crée des ressources financières pour le journal. Ou bien ?», etc. Ces pressions n'ayant pas pu stopper le journaliste dans son élan, ce sont les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) en charge des enquêtes préliminaires sur l'affaire qui seront pris pour cible. En attestent, les graves déclarations du Capitaine LOMPO au cours de la conférence de presse du 24 avril 2017 animée par le Parquet du TGI de Ouagadougou sur ladite affaire : «Nous sommes partis avec des propositions de plusieurs centaines de millions, et nous avons même passé le cap du milliard». Qui sont les auteurs de ces tentatives de corruption ? Pourquoi misent-ils tant pour sauver Inoussa KANAZOE? D'ores et déjà, le REN-LAC tient à féliciter les acteurs qui ont refusé la corruption et qui ont permis à cette affaire d'être sur la place publique; il souhaite vivement que ces tentatives de corruption soient traitées avec diligence pour faire comprendre à ceux qui croient toujours que tout s'achète (y compris la justice), qu'ils doivent déchanter. Il y va de la crédibilité de la justice.

Par ailleurs, une certaine opinion voudrait faire croire que l'interpellation de KANAZOE Inoussa pourrait influencer le

La suite à la page 12

SOCIÉTÉ

La suite de la page 11

niveau des flux d'investissements au Burkina Faso parce que l'arrestation d'un des leurs peut créer la panique au sein des opérateurs économiques. Cette opinion est-elle ignorante? Verse-t-elle dans la provocation et dans l'imposture? Veulent-ils nous faire croire que le secteur économique privé est devenu un refuge pour des présumés malfrats en quête d'immunité? Un opérateur économique quelle que soit sa «puissance», reste tout de même un simple citoyen, donc un justiciable comme les autres citoyens.

Fidèle à sa mission anti-corruption, le REN-LAC tient avant tout, à saluer à sa juste valeur la procédure déclenchée pour l'élucidation de cette affaire. Il souhaite vivement que cette procédure soit, non pas une simple action de communication, mais plutôt un véritable signal d'une traque sincère de la grande délinquance en col blanc; puisse ce signal indiquer que la justice burkinabé est en train de s'assumer et de s'élever progressivement à la hauteur de la soif de justice qui tenaille le Peuple burkinabé. En tout état de cause, cet élan doit s'étendre et se renforcer à l'égard de tous ceux (politiciens, hommes d'affaires...) qui, des décennies durant, ont bâti leur fortune sur des pratiques mafieuses et criminelles, aux antipodes de la bonne gouvernance. La situation actuelle de notre pays, au fond du gouffre, relève de leur incurie.

Face au développement progressif des pressions exercées d'une part, par des politiques et d'autre part, par des détenteurs de pouvoir économique en vue d'empêcher à tout prix la manifestation de la vérité dans les affaires de justice, le REN-LAC :

- **condamne fermement ces agissements malsains et prend l'opinion publique à témoin, quant à ce qui pourrait advenir à l'un quelconque des acteurs impliqués dans le traitement des scandales de fraudes fiscales;**
- **adresse ses vives félicitations et ses encouragements aux journalistes d'investigation, aux OPJ et à tous les autres acteurs judiciaires qui ont su résister avec dignité à ces épreuves;**
- **invite tous les acteurs de la justice à résister aux différentes pressions et à traiter avec diligence cette affaire dans le strict respect des droits de la défense;**
- **exhorte Mme le Procureur du Faso près le TGI de Ouagadougou à tout mettre en œuvre afin que toutes les tentatives de corruption alléguées dans le cadre du traitement de ce dossier ne restent pas impunies,**

comme elle l'a promis lors de sa conférence de presse du 24 avril 2017;

- **encourage la justice et l'ensemble des magistrats intègres à multiplier les efforts pour l'élucidation de tous les crimes économiques pendant en justice afin de donner foi à l'expression «nul n'est au-dessus de la loi»;**
- **appelle le pouvoir à prendre toutes les dispositions pour la protection de tous ceux qui contribuent à la manifestation de la vérité dans les affaires de crimes économiques ;**
- **invite les opérateurs économiques sincères à emprunter le chemin de l'assainissement du milieu des affaires en se battant résolument contre les pratiques mafieuses et en s'engageant dans le combat pour un Burkina prospère où il fait bon vivre.**

Fait à Ouagadougou le 1^{er} mai 2017

Pour le Secrétariat Exécutif

Dr. Claude WETTA

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso salue l'initiative de la VITHRO

Région du Centre



J'ai pris l'engagement que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour permettre à ces différents secteurs de connaître leur plein épanouissement.

A l'issue de la cérémonie d'ouverture de la VITHRO, le Président du Faso a livré ses sentiments à la presse nationale et internationale « Je voudrais vraiment saluer le secteur privé et leur président, Monsieur ZOUNGRANA, pour l'initiative qui a été prise de tenir la première Vitrine internationale du Tourisme, de l'Hôtellerie et de la Restauration de Ouagadougou(VITHRO).

C'est une grande première dans un contexte que vous connaissez, un contexte d'insécurité avec des difficultés dans le tourisme, non seulement pour le Burkina Faso, mais aussi pour toute la zone

UEMOA. Nous devons travailler à faire en sorte que le tourisme, l'hôtellerie, la restauration qui participent à l'économie nationale pour plusieurs milliards de nos francs soient vraiment redorés dans leur blason. Cela signifie qu'il faut que les entraves de sécurité, les préoccupations au plan fiscal, les questions au niveau des visas touristiques, soient des questions posées dans le cadre d'une politique d'ensemble. Je voudrais ici, en présence du ministre en charge du tourisme, engager l'ensemble du gouvernement à la recherche de solutions qui vont permettre à ces secteurs de pouvoir éclore et jouer pleinement leur rôle. J'ai pris l'engagement que le gouvernement prendra

toutes les mesures nécessaires pour permettre à ces différents secteurs de connaître leur plein épanouissement. C'est une manifestation d'une semaine qui va se consacrer à ces activités et je voudrais souhaiter que tout se passe dans les meilleurs conditions qui soient, et que ce soit l'objet également d'une réflexion au niveau des acteurs pour qu'à travers leur memorandum, nous puissions avoir leurs préoccupations afin de pouvoir nous atteler à les résoudre ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le groupe Banque Atlantique réaffirme son soutien au PNDES

Région du Centre



« L'entretien avec le Président du Faso a été fructueux et nous espérons pouvoir apporter le soutien du groupe Banque Atlantique assez rapidement », a affirmé Monsieur Habib KONE aux journalistes avant son départ de la Présidence du Faso.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience en fin de matinée du mardi 02 mai 2017, une délégation du groupe Banque Atlantique conduite par son Directeur des filiales.

Monsieur Habib KONE et sa délégation sont venus réaffirmer l'engagement pris par le groupe Banque Atlantique lors de la rencontre de Paris en décembre 2016 pour leur participation au financement du Plan national de Développement

économique et Social (PNDES). « Suite à la participation du groupe Banque Atlantique au PNDES l'année dernière, nous sommes venus aujourd'hui échanger avec Son Excellence Monsieur le Président du Faso et marquer l'intérêt que nous avons pour un certain nombre de projets pour accompagner le développement de l'économie du Burkina Faso », a confié Monsieur Habib KONE, Directeur des filiales Banque Atlantique, à l'issue de l'audience. Le groupe Banque Atlantique envisage investir dans les secteurs tels les logements sociaux, l'éducation et les infrastructures.

« L'entretien avec le Président du Faso a été fructueux et nous espérons pouvoir apporter le soutien du groupe Banque Atlantique assez rapidement », a affirmé Monsieur Habib KONE aux journalistes avant son départ de la Présidence du Faso.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

« Be Healthy, Be Mobile m-cancer du col de l'utérus » : Un nouveau programme pour lutter contre le cancer du col de l'utérus

Région du Centre



Première à intervenir au cours de cette cérémonie, la Représentante résidente de l'OMS, Madame Aminata Jeanne DIARRA/NANA.

L'épouse du Président du Faso, Madame Sika KABORE a présidé en début de matinée du mardi 02 mai 2017, l'atelier de lancement du projet « Be Healthy, Be Mobile m-cancer du col de l'utérus (BHBM) au Burkina Faso ».

Première à intervenir au cours de cette cérémonie, la Représentante résidente de l'OMS, Madame Aminata Jeanne DIARRA/NANA. Elle a adressé les remerciements de son institution aux autorités du Burkina Faso « pour l'adhésion du pays à cette initiative novatrice ».

Convaincu de l'impact qu'un tel projet peut avoir au Burkina Faso, le Directeur du Bureau de développement des télécommunications de l'Union internationale des Télécommunications (UIT), Monsieur Brahim SANOU s'est dit fier d'être parmi ces personnes qui porteront ce projet du stade « du projet pilote jusqu'à un projet d'envergure national et même international ». En sa qualité de parrain de la cérémonie, le Ministre de la Santé, le Professeur Nicolas MEDAH a salué cette initiative car selon lui, « les technologies numériques peuvent permettre

d'améliorer sensiblement la lutte contre la maladie surtout à travers une meilleure prévention et une prise en charge précoce ». Embouchant la même trompette, la Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANOU a pour sa part déclaré que le projet « Be Healthy, Be Mobile m-cancer du col de l'utérus (BHBM) au Burkina Faso » s'inscrit dans la volonté affirmée des plus hautes autorités de notre pays de « saisir les potentialités des Technologies de l'Information et de la Communication pour améliorer les conditions de vie des citoyens en général et

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

de la femme en particulier ». Dans son discours de lancement du projet, l'épouse du Président du Faso a invité « les différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui se sont engagés, à maintenir la mobilisation et à poursuivre leurs efforts pour une concrétisation rapide du programme au sein de la population ». Estimant que la clé du succès dans la lutte contre les cancers réside dans la prévention, le diagnostic précoce et leur prise en charge adéquate, Madame Sika KABORE trouve dans « l'organisation de l'atelier de lancement du projet e-cancer, une première étape que nous franchissons ». Elle a rassuré de son entière disponibilité à apporter tout l'appui et l'encouragement nécessaires pour l'implantation rapide du BHBM et son appropriation par les acteurs de la santé et les populations. Le projet « Be Healthy, Be Mobile m-cancer du col de l'utérus (BHBM) au Burkina Faso » vise à lutter contre les maladies non transmissibles tel le cancer du col de l'utérus en utilisant la technologie mobile programme et est pilotée par le ministère du Développement de l'Economie numérique et des Postes et celui de la Santé et son réseau de partenaires dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

**La Direction de la
Communication de la
Présidence du Faso**



Madame Sika KABORE trouve dans « l'organisation de l'atelier de lancement du projet e-cancer, une première étape que nous franchissons ».



Dans son discours de lancement du projet, l'épouse du Président du Faso a invité « les différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui se sont engagés, à maintenir la mobilisation et à poursuivre leurs efforts pour une concrétisation rapide du programme au sein de la population ».

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**
Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Audience : le représentant des nations unies pour l'Afrique de l'Ouest reçu par le Chef de la diplomatie Burkinabè

Région du Centre

Le **Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, Monsieur Alpha Barry** a reçu ce mardi 02 mai 2017, le représentant des nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, le Ghanéen **Mohammed Ibn Chambas**.

Le diplomate onusien séjourne dans la capitale Burkinabè dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'institution mondiale et le Burkina Faso. Le processus de redressement du pays à travers son programme économique et sécuritaire était au centre des échanges entre les deux personnalités. Le Ministre Alpha Barry a fait le point des engagements pris par le gouvernement du Premier Ministre Paul Kaba Thieba en vue de la relance économique du pays à travers notamment le PNDES. Au delà des autorités gouvernementales, Mohamed Ibn Chambas va également aller à la rencontre des acteurs sociaux, en l'occurrence les partis politiques, les organisations de la société civile dans le but de recueillir les avis de tous les acteurs de la gouvernance démocratique pour un meilleur soutien du système des nations unies aux actions de développement prônées par le régime du Président Roch Marc Christian Kaboré.

DCPM/Affaires étrangères



Le diplomate onusien séjourne dans la capitale Burkinabè dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'institution mondiale et le Burkina Faso.



Le processus de redressement du pays à travers son programme économique et sécuritaire était au centre des échanges entre les deux personnalités.

Mali : huit soldats maliens tués dans une attaque dans le centre du pays



Un convoi de l'armée malienne a été attaqué ce mardi 2 mai dans la région de Ségou, entre les localités de Diabaly et de Nampala, au nord de la capitale Bamako. Un bilan provisoire fait état de huit morts.

Le convoi de l'armée malienne rentrait de mission. Les militaires avaient passé une nuit plutôt paisible à Diabaly où ils avaient fait étape. Alors qu'ils reprenaient la route ce mardi

pour le sud, un de leurs véhicules a sauté sur un engin explosif. Une embuscade. Aussitôt, des hommes armés ont ouvert le feu. Les soldats ont riposté.

L'attaque a fait huit morts et au moins quatre blessés chez les militaires maliens, indiquent des sources militaires maliennes. Il y aurait également des victimes parmi les assaillants – « les terroristes », comme sont officiellement désignés au Mali les islamistes armés.

Cette attaque intervient alors que des sources sécuritaires maliennes et régionales alertent depuis deux mois sur la présence d'islamistes armés dans la forêt de Wagadou, à des dizaines de kilomètres du lieu de l'embuscade de ce mardi. Ils y auraient creusé des tranchées et mèneraient des entraînements.

Source RFI

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Chef de preuve

Description

Nous recherchons une personne expérimentée pour nous rejoindre en tant que chef de la preuve, l'amélioration de l'impact des interventions humanitaires du Réseau Commencez par le développement et le soutien des outils et des approches cohérentes FARINE, cohérentes et pratiques.

Actuellement hébergé par Save the Children, le Réseau de départ envisage de devenir une entité totalement indépendante. Il a une vision que le secteur humanitaire peut changer pour devenir plus diversifié, décentralisé et de collaboration, et en tant que telle travaille actuellement sur quatre domaines clés: Fonds de démarrage (pour le financement des interventions d'urgence), Start Engagez (pour le renforcement des capacités de la société civile), Début Labs (pour l'expérimentation, le prototypage rapide et l'apprentissage) et réponse de démarrage (pour plus d'adaptation, les réponses humanitaires décentralisées et de collaboration). Composée de milliers d'organismes partenaires et avec un personnel d'un quart de millions de travailleurs dans 200 pays et territoires, est énorme portée du réseau.

Comme chef de la preuve que vous collaborerez avec le Fonds

de démarrage, construire / équipes DEPP MEL et des équipes NEL pour la prestation programmatique à long terme dans l'orientation stratégique et de pointe en pensant à la surveillance, l'évaluation et des cadres d'apprentissage. Vous serez également un médiateur pour le réseau pour assurer l'adhésion et la livraison par tous ses membres. En outre, vous:

Développer un réseau avec les gestionnaires MEL dans les organismes membres et d'ailleurs pour partager des idées et des approches

Superviser la réalisation du réseau de départ de tous les programmes de MEL et un budget annuel de c. 2 M £

Formuler des commentaires et de soutien pour améliorer la prestation future et la cohérence des interventions du réseau de démarrage

Profil les réalisations du réseau en début MEL avec les donateurs actuels et futurs

Représenter le réseau dans les principales initiatives de qualité et de responsabilité externes, notamment CHSA, Réseau CDAC et ALNAP.

Pour réussir, vous aurez une expérience significative de la création et la mise en œuvre de nouveaux outils innovants de S & E pour le secteur humanitaire avec la capacité de la contester les organisations sur leurs preuves MEL. Vous aurez une attitude souple et la prise

d'initiative avec la capacité de gérer et de prioriser une charge de travail imprévisible. De plus, vous aurez:

compréhension démontrable de qualité, l'efficacité et les initiatives de responsabilité dans le secteur humanitaire

L'expérience de la promotion des approches de collaboration pour l'apprentissage inter-organisationnel

Une connaissance approfondie des tendances et des développements actuels liés à la MEL

Compétences avérées en matière d'analyse et de résolution de problèmes afin de comprendre la portée et le contenu du travail des programmes et des solutions pratiques aux défis opérationnels

Familiarité avec les plates-formes en ligne et le travail à distance.

Save the Children nous sommes engagés à la sauvegarde et à la protection des enfants dans notre travail. Nous ferons tout notre possible pour faire en sorte que seuls ceux qui sont aptes à travailler avec les enfants sont recrutés pour travailler pour nous. Ce poste est soumis à une série de contrôles vetting, y compris une divulgation des casiers judiciaires.

Notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite des enfants et réaliser un changement

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

immédiat et durable dans leur vie. Si vous partagez notre mission, sont passionnés par la faire advenir et nous croyons fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Pour appliquer s'il vous plaît visitez notre site Web.

Date de clôture: 14 e mai 2017

Ville **L o n d r e s**

Langues parlées

anglais et **français**

Fonctions **Coordination,**
Gestion **de** **projet,**
Etudes, **Recherche**

Activités **Informatique,**
Communication, Santé, Social

Pays **Europe, Royaume-Uni**

Contrat **C** **D** **D**

Durée du contrat

9 **mois**

Salaire / Indemnité

£ 48,000- £ 50 000, mais

Postuler en ligne <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/head-of-evidence-maternity-cover-3162/3188/description/>

Date de fin de validité **14/05/2017**

Poste: CAPACITY BUILDING OFFICER (Banqui,



Avis de recrutement

RCA) Ref. 17/17-18

Description

Oxfam Intermón est l'organisation globale pour le développement qui mobilise le pouvoir des personnes contre la pauvreté et qui ont le pouvoir de changer des vies. Nous sommes une organisation activiste qui lutte contre l'injustice, la pauvreté et les inégalités et qui travaille sur les causes des problèmes.

NOUS CHANGEONS DES VIES QUI CHANGENT DES VIES. Voudrais-tu faire partie de la chaîne du changement?

Nous recherchons un/e

Capacity Building Officer pour notre mission de RCA. Placé/e sous la supervision directe de la Manager du Programme Gouvernance basée à Bangui.

C o n t e x t e

Depuis le coup d'état, en mars 2013, les affrontements entre Seleka et les milices anti-Blalaka ont continué. Début décembre 2013, ces tensions ont augmenté causant une grande insécurité et des milliers de personnes ont fui leurs maisons à Bangui, vers les régions du centre et du nord et certains vers les pays voisins. L'insécurité a persisté et s'est aggravée, en particulier à l'ouest, au nord-ouest de la

RCA ainsi qu'à Bangui, avec de sérieuses conséquences pour la protection des civils suite à la résurgence de la violence intercommunautaire perpétrée surtout par les milices anti-Balaka et ex-Seleka. Suite à la démission du président intérimaire en janvier 2014 un nouveau chef d'état intérimaire a prêté serment le 23 janvier 2014.

La crise en RCA a forcé plus de 1 million de personnes à fuir leurs maisons. Aujourd'hui, plus de 450 000 personnes restent déplacées, vivant dans la brousse, dans des sites ou des familles d'accueil. Ils sont environ 2,7 millions de

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

Centrafricain qui dépendent à ce jour de l'aide humanitaire avec 1,2 million de personnes en insécurité alimentaire.

Oxfam intervient en RCA et travaille, à ce jour, sur plusieurs sites ainsi que dans des zones résidentielles à Bangui et a étendu ses activités aux provinces, en commençant par un programme à BRIA puis à Paoua.

Depuis Janvier 2014 Oxfam contribue à soulager les populations civiles à travers des programmes humanitaires incluant la WASH, la sécurité alimentaire ainsi que des subventions pour les moyens de subsistance à travers les distributions de semences et de transferts monétaires. La protection, le genre et le plaidoyer et sont transversalement intégrés dans tous les programmes d'Oxfam. Marqué par un intérêt croissant de la communauté internationale pour le renforcement des capacités des acteurs locaux, le bureau Oxfam vient de mettre en place un Programme de Gouvernance pour la citoyenneté active. Ce Programme veut contribuer à réduire les inégalités et les injustices en plaçant au cœur de son action une société civile, capable, influente et soucieuse de la transparence et de la redevabilité du gouvernement vis-à-vis des populations.

La problématique du renforcement des capacités

nationales constitue l'un des défis auxquels sont confrontés les partenaires au développement au plan mondial et en RCA en particulier. Un sous groupe existe au sein du cluster Moyens d'existence pour réfléchir au renforcement des capacités des acteurs locaux ; des nouvelles initiatives sont développées par les acteurs au développement à l'exemple des quartiers d'avenir. Des Ong locales s'investissent dans des activités de coaching et autres approches novatrices. Oxfam en RCA s'inscrit dans cette dynamique c'est la raison pour laquelle la problématique du renforcement des capacités est une composante majeure du Programme Gouvernance pour une citoyenneté active. Ainsi, il s'agira d'assurer la formation holistique des acteurs qui au delà de l'humanitaire prendra en compte les aspects techniques, organisationnels ou managériaux qui contribuent à rendre plus efficaces les OSC locales y compris les ONG, associations, coalitions et réseaux.

Fonctions du poste

En collaboration avec les partenaires membres des consortiums mis en place dans le cadre du Programme Gouvernance pour une citoyenneté active et les sections techniques d'Oxfam, le/la chargé(e) du renforcement des capacités doit

Assurer la mise en œuvre de la

composante Renforcement des capacités des acteurs locaux

Développer un plan stratégique et intégrer des formations et veiller au respect des engagements contenus dans les protocoles d'accord signés ;

Appuyer les OSC dans l'évaluation de leurs gaps de capacités et le développement des plans de renforcement de capacités subséquents ;

Contribuer au développement des standards, types et modalités de formations retenues par le bureau Oxfam et les membres des consortiums et s'assurer de leur respect par les parties prenantes ;

Identifier, en collaboration avec les partenaires, des ressources humaines de qualité et constituer un répertoire de ressources humaines disponibles, tout en recherchant des expertises nationales ou internationales permettant d'atteindre les objectifs du projet;

Répertorier les structures partenaires pouvant assurer l'accueil des apprenants notamment celles qui ont souscrit à la Charte pour le Changement et négocier leur placement auprès des structures identifiées ;

Préparer les plans d'actions annuels, les plans de travail ainsi que la budgétisation des activités de formation, en liaison avec les autres parties prenantes

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

Collecter les informations nécessaires et assurer le reporting sur les actions à lui confier

Contribuer au partage d'expériences de la RCA dans les forums nationaux et internationaux y compris par le développement des leçons apprises et des meilleures pratiques ;

Etre à l'écoute des dynamiques en cours sur les questions de développement de capacités afin d'assurer l'efficacité et l'efficience des options retenues.

C o n d i t i o n s

Durée du contrat: 6 mois

Salaire annuel brut : 27'930 Euros

Perdiem, R&R, assurances, Billet aller-retour au pays destination et d'origine

Lieu de travail : République Centrafricaine. Basé à Bangui, avec déplacement sur les bases et missions éventuelles dans d'autres bases où Oxfam est présent

Prise de fonction: 01 juin 2017

Poste non accompagné

La présente description de poste pourrait être amenée à changer selon l'évolution du contexte et des programmes en RCA.

Ville B a n g u i

Expériences /

Formation du candidat

Profil requis

Etre titulaire d'un BAC+4 (Master) en sciences de l'éducation, planification des politiques d'éducation ou gestion des projets d'éducation, sciences sociales, andragogie ou tout autre diplôme équivalent.

Avoir une expérience confirmée d'au moins 3 ans en matière de développement organisationnel et dans la gestion des programmes de développement des capacités des organisations

Avoir une connaissance du monde des ONGs – Une expérience en Afrique du Centre et de l'Ouest serait un atout

Avoir des connaissances et une pratique avérée du développement d'outils pédagogiques pour la réalisation des formations

Avoir une expérience de la facilitation et de la coordination des projets de développement des capacités

Avoir une excellente capacité de planification, de facilitation des formations et transfert de connaissance

Posséder une bonne connaissance des principes et standards en matière de réponse humanitaire

Avoir une bonne connaissance des questions genre

Posséder une bonne

connaissance de la bonne gouvernance

Maîtriser l'outil informatique, pack Windows

Maîtrise excellente du français indispensable (oral et écrit). la maîtrise d'une autre langue (anglais ou espagnol) est un atout

Flexibilité et disponibilité pour se déplacer/séjours sur les bases.

Compétences :

Comprendre les différences culturelles et avoir une capacité à travailler dans des contextes culturels divers

capacité de garder/gérer une information sensible et confidentielle

maitrise de la communication, du réseautage et des relations interpersonnelles

capacités d'analyse stratégique et de résolution des problèmes

capacités dans la gestion des attentes et demandes antagonistes

Travail en équipe (avec l'équipe sanitaire, avec le personnel local, avec des contreparties).

Capacité de leadership

Capacité de coordination

Dons d'organisation, de planification, délégation des responsabilités

Langues parlées

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

Maîtrise excellente du français indispensable (oral et écrit). la maîtrise d'une autre langue (anglais ou espagnol) est un atout

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Durée du contrat

Durée du contrat: 6 mois

Salaire / Indemnité

Salaire brut : 27'930 annuel Euros

Date de fin de validité 08/05/2017

Structure: Handicap International



Avis de recrutement

Poste: Psychosocial
sur le terrain de soutien technique
Coordonnateur - volant

Description

DESCRIPTION DE L'ONG

Outrés par l'injustice que rencontrent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et d'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide indépendante et impartiale et le développement travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins

essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Pour plus d'informations sur notre organisation:
<http://www.handicap-international.fr/>

Nous travaillons dans plus de 55 pays et ont deux divisions d'exploitation:

Division de l'action humanitaire

Division du développement

A la demande du personnel navigant piscine gestionnaire, vous serez affecté à des missions Division de l'action humanitaire (DAH) pour une période de 1 à 4 mois maximum. Vous organiserez votre repos et la récupération et périodes de congé entre les missions.

OBJECTIF

GÉNÉRAL:

En tant que Coordinateur technique devol dans le domaine du soutien psychosocial, votre objectif principal sera de couvrir - à titre provisoire - les fonctions d'un coordonnateur technique de soutien psychosocial en fonction des besoins des différentes missions de DAH. Vous serez sous la ligne de gestion hiérarchique du coordonnateur Unité technique ou le coordonnateur des opérations (en fonction de mise en place de l'organisation de la mission) et sous la ligne de gestion fonctionnelle du siège PSS / conseiller à la protection.

FONCTIONS PRINCIPALES:

Le vol de soutien psychosocial Coordonnateur technique supervise les approches et les interventions dans le domaine des « besoins spécifiques », avec un accent particulier sur les interventions psychosociales,

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

de la santé mentale et la prévention, tout en maintenant une vision globale de la réponse à des besoins spécifiques qui comprend généralement la secteur de la réadaptation physique et fonctionnelle. Il / elle travaille également sur l'accès à l'aide humanitaire pour les plus vulnérables.

1 / Assurer un cadre technique et stratégique régissant la réponse à des besoins spécifiques dans les domaines de la santé mentale et du soutien psychosocial de la mission:

-Fournir des conseils techniques, stratégiques et méthodologiques sur les différentes phases du cycle de vie du projet et / ou sur les politiques et stratégies nationales en maintenant un dialogue permanent avec les chefs de projet et des partenaires

-Fournir des conseils aux gestionnaires de projet sur le suivi et l'évaluation de l'exécution du projet

-Aider à l'analyse des recommandations formulées dans les évaluations réalisées et leur mise en œuvre des

liens -Faciliter, discussions et Compétences- le partage entre les différents projets et acteurs internes / externes dans le domaine de la santé PSS / mentale. Avec l'aide d'autres membres du personnel de mission, identifier les compétences externes

et les compétences locales qui pourraient contribuer à la qualité du projet

-Aide à l'élaboration des stratégies pluriannuelles des projets et / ou des plans annuels d'exécution

2 / Coordination et représentation:

-Agir comme PSS / personne-ressource en santé mentale du programme pour interlocuteurs internes ou externes et des partenaires

-Représenter et défendre les choix stratégiques et politiques de HI appliquée à des projets et des approches transversales

3 / rapports et la capitalisation des connaissances:

-Définir une méthode de capitalisation des connaissances avec l'aide de la coordination technique

Collecter et organiser la collecte des données nécessaires en fonction des critères et des indicateurs donnés dans cette méthode

-Réaliser ou superviser l'analyse de ces données

-Informers partenaires des résultats des projets

4 / formation et de soutien aux ressources humaines:

-Au la demande du chef de projet (s), donner un avis sur le recrutement

-train personnel de HI et

des partenaires dans les approches et les aspects techniques et stratégiques

Ville Tous les pays

Expériences / Formation du candidat

PROFIL REQUIS

- Diplôme en psychologie
- Expérience d'au moins cinq années de travail dans le domaine du soutien psychosocial pour les personnes vulnérables

- Une bonne expérience du travail d'aide avec les organisations internationales dans un poste similaire

- Connaissance de la gestion et / ou la coordination des projets dans la santé mentale, les secteurs de soutien psychosocial ou de protection

- Capacité à concevoir et à produire des outils, des méthodes et des procédures

- Excellentes compétences en rédaction

- Excellentes aptitudes de transfert de connaissances (formation, support)

Langues parlées

Vous avez une bonne connaissance de:

- français et en anglais et le système d'exploitation Windows

Qualité du candidat

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

Vous avez les qualités personnelles suivantes:

- capacité de réaction rapide et de flexibilité en toutes circonstances
- La capacité d'assumer une lourde charge de travail sous pression
- La capacité à établir des priorités et travailler de façon autonome
- Solides compétences organisationnelles
- La capacité d'accepter les contraintes de la vie de groupe

Fonctions : Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités S a n t é

Pays Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie, Europe, Moyen Orient, Océanie

Contrat C D D

Durée du contrat

- Début: ASAP
- Statut: 12 mois renouvelable

contrat international à durée déterminée

Salaire / Indemnité

C O N D I T I O N S

L' hébergement sur le terrain commun payé par Handicap International

- Les frais de Voyage entre le siège et le lieu de résidence rencontrés par HI
- couvrir la santé (CFE + assurance maladie complémentaire) + assurance rapatriement avec International SOS

25 congés standards payés + 20 jours de R & R

- Total la mobilité nécessaire, conformément aux dispositions légales et les conditions mises en place par Handicap international
- les situations de stress inhérent aux situations d'urgence

UN SALAIRE

- Début: Dès que possible

Statut: 12 mois contrat international renouvelable à durée déterminée

Le salaire de départ: € 2.700 brut par mois, selon l'expérience

mensuel par jour en fonction du pays d'affectation

allocation de disponibilité mensuel brut 310 €

Indemnité de difficulté de • payés au prorata des jours passés à l'emplacement (si existant dans le pays d'affectation)

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=1806&idpartenaire=130

Date de fin de validité 12/05/2017



ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +226 64 20 00 26 / +226 72 08 03 03 / +226 61 08 03 03 / +226 72 07 09 09

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/05/2017 AU 08/05/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethani	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	2 5 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO